

national de l'Océan et il est membre du Conseil nord américain de l'Académie internationale de la paix.

M. Gordon est l'un des fondateurs du Service universitaire canadien outre-mer (SUCO).



Andor Andre Sima

Le gouverneur général remet la médaille Pearson à M. Gordon lors d'une cérémonie à Rideau Hall.

Appui du gouvernement canadien au désarmement

Le gouvernement canadien considère que sa participation aux ententes de désarmement et de contrôle des armements est l'un des aspects les plus importants de sa politique étrangère, a déclaré le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, le 23 octobre, à l'occasion de la semaine du désarmement.

Le Ministre a déclaré que les priorités en cette matière étaient les suivantes:

- encourager la continuation des pourparlers SALT;
- promouvoir la réalisation d'un traité multilatéral d'interdiction complète des essais nucléaires;
- aider à l'élaboration de la convention sur les armes chimiques;
- promouvoir le développement d'un régime efficace de non-prolifération;
- participer activement aux négociations en vue de limiter et de réduire les forces conventionnelles; et
- continuer l'effort [entrepris] pour en arriver à un désarmement général et complet, en accord avec les besoins légitimes de sécurité nationale des pays.

Le ministère des Affaires extérieures a lancé plusieurs initiatives telles que les

réunions semi-annuelles d'un groupe consultatif où sont représentées diverses organisations non gouvernementales intéressées tout particulièrement au désarmement et au contrôle des armements. Il encourage également un nombre encore plus grand de programmes de recherche et d'information, grâce à une aide financière provenant de son fonds spécial de désarmement. Le Ministère publie régulièrement un bulletin sur les activités nationales et internationales de désarmement, lequel est distribué aux personnes et associations intéressées.

M. MacGuigan a souligné qu'il avait suggéré la création d'une association autonome pour le désarmement et le contrôle des armements qui aiderait à élargir ce champ d'activité et à provoquer plus de discussions au Canada sur ce sujet.

La décision de créer une Semaine du désarmement a été prise en 1978, lors de la Session extraordinaire des Nations Unies sur le désarmement, dans le but de susciter l'intérêt public à travers le monde en faveur du désarmement et afin de souligner les objectifs élaborés dans le document final.

Gaz liquide canadien au Japon

Une compagnie de Calgary (Alberta), la Dome Petroleum, a annoncé le 23 octobre qu'elle avait conclu, avec un consortium japonais, un accord préliminaire relatif à la vente de gaz liquide canadien au Japon. Il s'agit d'un marché de \$13 milliards.

Les livraisons commenceront en 1985 et s'échelonnent sur 20 ans. Le gaz proviendra principalement des gisements de Colombie-Britannique et, dans une moindre mesure, de l'Alberta.

Si cet accord est approuvé par les autorités fédérales, albertaines et colombo-britanniques, cette vente de gaz sera la première conclue par le Japon avec un pays autre que les États-Unis.

M. William Richards, président de Dome, a déclaré que cette entente entraînerait aussi un investissement de \$2,8 milliards au Canada dans la construction de méthaniers, d'une usine de liquéfaction du gaz sur la côte colombo-britannique et d'installations connexes.

L'entente prévoit la livraison de 2,6 millions de tonnes de gaz par an au Japon.

Orléans (Canada) reçoit Orléans (France)

Plusieurs localités canadiennes portent des noms de villes françaises. C'est le cas, par exemple, d'Orléans, nom d'une petite ville des environs d'Ottawa.

La similitude des noms a donné lieu à des échanges qui ont débuté l'an dernier avec la participation d'Orléanais canadiens aux fêtes marquant le 550^e anniversaire de la libération d'Orléans par Jeanne d'Arc.

Cette année, c'était au tour des Orléanais de France de se rendre au Canada, à l'invitation du Comité canadien Jehan d'Orléans. Pour permettre aux Orléanais des deux pays de mieux se connaître et donner à la visite un caractère familial, chaque visiteur français était l'invité d'une famille canadienne.

Le programme officiel comprenait la visite de la capitale nationale, Ottawa. Les visiteurs se sont rendus, entre autres, à l'Office national du film où ils ont assisté à plusieurs projections, aux Archives publiques, au Musée des sciences et de la technologie et à la ferme expérimentale. Lors de leur visite du Parlement, ils ont pu s'entretenir avec l'ex-président du

Sénat, Mme Renaude Lapointe.

Au ministère des Affaires extérieures, où ils ont été reçus par le Service des visites et des conférences, les Orléanais de France et leurs hôtes ont vu un film sur le Ministère, ce qui leur a permis de mieux en comprendre les objectifs et l'organisation, tandis qu'un second film leur faisait faire un voyage éclair dans toutes les régions du Canada.

Les visiteurs français ont profité de leur séjour pour visiter plusieurs attraits touristiques bien connus de l'Ontario, dont les Mille-Îles et les chutes de Niagara, ainsi que la ville de Toronto. Au Québec, après une visite de Montréal, ils se sont rendus aux chutes de Montmorency, près de Québec, à l'île d'Orléans et à Sainte-Anne de Beaupré, l'un des principaux lieux de pèlerinage de l'Amérique du Nord.

Une cérémonie a marqué le 28 septembre le "cousinage" officiel de deux villes.

Avant de repartir en France, les visiteurs ont eu l'honneur d'être reçus par le gouverneur général, M. Edward Schreyer, à sa résidence officielle de Rideau Hall.